

Hollande à Obama : les écoutes de la NSA ?

C'est déjà oublié

À l'occasion de sa visite d'État aux États-Unis, **François Hollande** a mis l'accent, mardi 11 février, sur la confiance mutuelle retrouvée après les révélations sur les écoutes massives réalisées par **l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA)**. La conférence de presse conjointe avec **Barack Obama** a donc bien été l'occasion de **minimiser le scandale** qui, depuis plusieurs mois, exacerbe les tensions entre Washington et ses partenaires internationaux.

Diplomatie et commerce *first*

« Nous avons établi une clarification entre le président Obama et moi-même sur le passé et travaillé à une coopération qui puisse permettre de **lutter contre le terrorisme** et en même temps de **respecter des principes** », a affirmé le chef de l'État français. « Il y a **une confiance mutuelle qui a été restaurée**, qui doit être fondée à la fois sur le respect de chacun de nos pays et également sur la protection de la vie privée », a ajouté François Hollande.

Barack Obama a de son côté assuré : « **qu'il n'y aucun pays avec lequel nous avons un accord de non espionnage**. Nous sommes engagés à protéger le droit [au respect] de la vie privée, ce qui est un engagement sans précédent, avec la mise en place de règles et procédures ». Une référence à la récente réforme à minima des services de renseignement décidée par Barack Obama. Le président américain, comme son homologue français, a aussi privilégié une communication centrée sur « *l'amitié franco-américaine* » et la poursuite des affaires diplomatiques et commerciales.

Dans ce domaine, **les États-Unis sont les premiers investisseurs directs étrangers (IDE) en France** avec un stock de 85,6 milliards d'euros en 2011 (18,5% du stock total d'IDE entrants). Selon les données de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII), ces investissements représenteraient environ 450 000 emplois en France. Par ailleurs, les États-Unis sont la première destination pour les investissements directs français à l'étranger (19% du stock total d'IDE sortants). Et la France est le 7^e investisseur étranger **aux États-Unis, où plus de 2 300 entreprises françaises sont implantées**. Ce qui représente près de 500 000 emplois et un chiffre d'affaires cumulé supérieur à 170 milliards de dollars, d'après [les chiffres](#) officiels.

Washington et Paris complices ?

Alors, véritable réconciliation entre Washington et Paris ou simple mise en scène ? « **Il n'y a pas besoin de réconciliation, car il n'y a jamais vraiment eu de clash !** Face aux États-Unis, la position de la France sur la NSA a toujours été 'horizontale' », explique à la rédaction **Jérémie Zimmermann**, porte-parole de La Quadrature du Net. « L'interdiction, début juillet 2013, du survol de l'espace aérien français par l'avion du président bolivien Evo Morales [ndlr : la France avait un temps soupçonné la présence d'Edward Snowden, alors en fuite vers Moscou, à bord de l'appareil] en est l'illustration sans doute la plus honteuse à l'échelle internationale », ajoute-t-il.

« Cette surveillance globale est un grand bazar dans lequel les services échangent des données en permanence, et la France y participe », assure le cofondateur de l'organisation de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet. « Le vote de [l'article 20 \(anciennement 13\)](#) de la **loi de programmation militaire** (LPM) [ndlr : qui étend l'accès administratif aux données de connexion et de géolocalisation, sans contrôle judiciaire] prouve que **la France participe**, y compris sur son territoire », insiste le porte-parole de La Quadrature du Net.

Un scandale planétaire

Rappelons que **la NSA est au cœur d'un vaste scandale depuis l'été 2013**. Les documents dérobés par Edward Snowden, ancien consultant et administrateur système de l'agence, ont mis en lumière des pratiques de surveillance à grande échelle. Sont ciblés : les citoyens, les dirigeants, les institutions et leurs systèmes d'information. Quant aux collusions avec d'autres services, dont le CGHQ britannique, et de grands noms de **la filière IT**, elles alimentent l'ère du soupçon qui conduit les entreprises et les citoyens à s'interroger sur la confidentialité de tous leurs échanges numériques.

Pour tenter d'apaiser la critique, Barack Obama a présenté, le 17 janvier dernier, une réforme à la marge du renseignement américain et de la NSA (Lire : [Barack Obama et la NSA : une réforme pour rien ?](#)). La nomination récente à [la direction de la NSA](#) et de l'US Cyber Command du vice-amiral **Michael Rogers** n'a rien fait pour apaiser les critiques. Bien au contraire.

Lire notre dossier :

[- Tout sur l'arsenal secret des espions de la NSA](#)